



Sit-in, grève cyclique et boycott des examens...

# Enseignants et parents d'élèves se mobilisent pour une meilleure école primaire

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4946 - Mardi 3 décembre 2019 - Prix : 10 DA

Ain Témouchent

## Un ex-procureur placé en détention provisoire

Page 24

## Des grands projets pour le Sud, récupération de l'argent détourné et jeunesse **Les nouvelles promesses des candidats**

● Tenue civile et liberté de choix/Le ministère de la Défense explique le vote des militaires Page 2

### Le richissime Bloomberg entre dans la course à l'investiture démocrate

Par Mohamed Habili

**P**our que Michael Bloomberg, l'une des plus grandes fortunes au monde, patron du géant du réseau d'information financière du même nom, par trois fois maire de New York, se soit décidé, après une plutôt longue hésitation, à se lancer dans la course pour l'investiture démocrate, il faut qu'il se soit convaincu que Joe Biden, jusque-là le favori, ne va pas le rester longtemps. Déjà en effet que l'ancien vice-président sous Barack Obama est depuis quelque temps talonné de près par la sénatrice du Massachusetts, Elizabeth Warren, quand d'ailleurs il n'est pas dépassé par elle dans certains sondages. Le plus probable toutefois est que ce ne sont pas ces derniers qui l'ont déterminé à sauter le pas, mais l'affaire ukrainienne, et bien entendu la procédure d'impeachment qui en a découlé. Tout se passe comme si cette procédure était en train de nuire bien plus aux démocrates, à travers Joe Biden, qu'à la personne contre laquelle elle avait été enclenchée. Il ne serait pas étonnant par conséquent si à son terme, ce n'est pas Trump mais Biden qui se trouve sanctionné, pour ainsi dire «empêché». Ce qui dans son cas lui coûterait ce pour quoi il mène campagne depuis maintenant un certain temps, c'est-à-dire l'investiture démocrate.

Suite en page 3

### Agitation et pagaille au palais de justice

# Report à mercredi du procès Sellal-Ouyahia



Ph/E. Soraya/J. A.

A la requête des avocats de la défense, le procès tant attendu d'Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, tous les deux ex-Premiers ministres, ainsi que de plusieurs hauts responsables et hommes d'affaires, a été reporté hier à mercredi. Accusés dans des affaires de corruption, ils sont en effet poursuivis pour «dilapidation de deniers publics, abus de fonctions et octroi d'indus avantages à autrui» lors de passation d'un marché en violation des dispositions législatives et réglementaires, notamment dans l'affaire de montage de véhicules. Lire page 2

Une soixantaine d'exposants à El-Oued

## Ouverture du 4<sup>e</sup> Salon national de l'agriculture saharienne «Agro-Souf»

Page 4

12<sup>e</sup> Festival du théâtre arabe à Amman

## La pièce «GPS» de Mohamed Charchal en compétition

Page 13

Agitation et pagaille au palais de justice

# Report à mercredi du procès Sellal-Ouyahia

■ A la requête des avocats de la défense, le procès tant attendu d'Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, tous les deux ex-Premiers ministres, ainsi que de plusieurs hauts responsables et hommes d'affaires, a été reporté hier à mercredi. Accusés dans des affaires de corruption, ils sont en effet poursuivis pour «dilapidation de deniers publics, abus de fonctions et octroi d'indus avantages à autrui» lors de passation d'un marché en violation des dispositions législatives et réglementaires, notamment dans l'affaire de montage de véhicules.

Par Lynda Naili

Programmé hier matin au tribunal de Sidi M'hamed, le procès des deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, de quatre hommes d'affaires en l'occurrence Mahiédine Tahkout, Mourad Oulmi, Hassan Larbaoui, Ahmed Mazouz, Mohamed Bairi, et Ali Haddad ainsi que de plusieurs autres hauts responsables, dont quatre anciens ministres tels que Abdelghani Zaalane, tous versés dans l'affaire du montage automobile, ne s'est finalement pas tenu. La raison du report évoquée par les avocats de la défense, est «l'impossibilité de la tenue du procès dans ces conditions». Et pour cause, l'organisation de ce procès a été caractérisée par une effroyable agitation et anarchie qui y ont régné dans le hall de la salle d'audience où se tassaient depuis la matinée des dizaines d'avocats, de journalistes, de citoyens et une armada de policiers. La bousculade à l'entrée de la salle d'audience était telle que la foule étouffait. Face à la résistance des policiers qui empêchaient l'accès à la salle d'audience, des voix commen-

çaient à s'élever pour crier leur détermination à assister à ce procès.

A cet effet, «une dizaine d'avocats de la défense s'est réunie pour prendre une décision commune en vue d'un report d'audience au motif que les conditions d'un procès équitable ne sont pas réunies», nous dirons plusieurs avocats constitués dans cette affaire. Ces derniers iront même jusqu'à s'indigner du fait d'avoir pris «connaissance de la tenue de ce procès par le biais de la presse». De plus, outre d'avoir déploré que «le président du tribunal a regroupé quatre dossiers dans ce procès sans délibération avec les avocats de la défense», la défense «accuse le ministre de la Justice de populisme pour avoir décidé, trop rapidement et dans l'urgence de la date de la tenue de ce procès», ajoutent-ils.

## Indignée, la défense décide de boycotter l'audience de mercredi

Ceci étant, à la suite de l'annonce du report du procès, la défense qui estime que «l'ajournement du



PH: Soraya J. A.

même du palais de justice. «Celui qui n'a pas respecté les procédures ne peut être justifié dans son jugement. La défense ne cautionne pas ces dépassements et a décidé de boycotter le procès», déclarera-t-il à la presse. Et d'affirmer que «le traitement des dossiers a été fait dans une précipitation inhabituelle. Les arrêts de renvoi et les procédures d'enrôlement de ces affaires sont irréguliers». Selon lui, «l'enrôlement de ce procès s'est fait en une semaine, alors que le code de procédure prévoit un délai minimum de vingt jours». «Les arrêts de renvoi ont tous été pris le même jour et les avocats n'ont pas été informés», ajoutera-t-il.

Au demeurant, tout comme à l'extérieur du tribunal de Sidi M'hamed, bouclé par un impressionnant dispositif sécuritaire aux premières heures de la matinée, le hall du premier étage où se trouve la salle d'audience était plein à craquer d'avocats et magistrats certes mais surtout de curieux qui se bousculaient pour accéder à la salle d'audience où devait avoir lieu le procès du siècle.

L. N.

procès de deux jours n'était pas suffisant pour une meilleure organisation du procès», a convenu du «boycott de l'audience du procès programmé pour ce mercredi», appelant également «les inculpés à garder le silence et à refuser de comparaître sans la présence de

leurs avocats». Pour sa part, évoquant des «irrégularités procédurales», Me Abdelmadjid Sellini, membre du collectif de défense et bâtonnier d'Alger a lui annoncé le boycott des audiences lors d'une conférence de presse tenue après une réunion d'urgence au sein

Des grands projets pour le Sud, récupération de l'argent détourné et jeunesse

## Les nouvelles promesses des candidats

La campagne électorale a entamé hier son seizième jour avec les appels des candidats à la mobilisation massive et leurs promesses d'améliorer l'économie nationale, de récupérer l'argent détourné, des grands projets pour le Sud, d'aider les jeunes et autres promesses. Les candidats ont poursuivi leur programme de meetings à travers différentes régions du pays, à la rencontre de citoyens. Pour cette nouvelle journée de campagne électorale, les candidats ont annoncé de nouvelles promesses, notamment socio-économiques.

### Tebboune : «Je ne suis pas contre les hommes d'affaires honnêtes»

Le candidat à l'élection présidentielle, Abdelmadjid Tebboune s'engage à améliorer l'économie nationale et à réduire la dépendance aux importations qui a causé le fléau des factures gonflées et du gaspillage des fonds publics. Lors d'un meeting animé hier dans la wilaya de Sétif, il a affirmé qu'il ne se considère pas ennemi des investisseurs honnêtes, mais en revanche, il promet de faire face à ceux qui volent l'argent du pays en lançant des investissements fictifs. Il s'engage également à prendre en charge les projets des jeunes, notamment les porteurs de start-up. Concernant ses projets pour la wilaya de Sétif, Tebboune promet de transformer El Eulma en une ville commerciale. Le candidat à la magistrature n'a pas manqué d'appeler le peuple à un vote massif le 12 décembre.

### Belaid : «L'Algérie sans élection se dirigera vers un tunnel obscur»

S'adressant à ceux qui rejettent les élections, le candidat Abdelaziz Belaid a tenu à préciser que le vote est la seule solution pour sortir le pays de la crise actuelle. «Pensez à l'avenir du pays et de vos enfants. Si nous n'allons pas aux élections, nous entrerons dans un tunnel obscur». Pour Belaid, il y a des parties manipulatrices et les lobbies qui tentent d'orienter l'élection. A cet effet, il a appelé lors d'un meeting populaire animé à Khenchela, le citoyen à faire face non seulement en allant aux

urnes mais aussi en œuvrant à préserver sa voix. Il a ajouté que l'Algérie est excédée par ces pratiques, qu'il est temps de construire le pays sur des bases saines et pour le peuple algérien qui aspire au changement d'assumer sa responsabilité. Pour le candidat Belaid, l'Algérie subit l'acharnement d'un ennemi de l'étranger et de certains lobbies corrompus de l'intérieur qui pêchent en eaux troubles, et qu'il faut démasquer. Le candidat du front El Moustakbal s'engage à asseoir les fondements d'une économie solide basée sur l'agriculture, l'industrie manufacturière et la promotion du tourisme, ajoutant que la bande qui gouvernait le pays, les années précédentes, a investi l'argent des Algériens à l'étranger et a servi les banques étrangères, des agissements qui ont eu des retombées néfastes et lourdes sur l'économie nationale et le peuple algérien.

### Benflis : «Je suis un partisan de l'unification des Algériens»

Pour le candidat Ali Benflis, la venue d'un président indigène permettra de sortir l'Algérie de la crise économique qui la secoue. Lors d'un meeting animé dans la wilaya de Mostaganem, Benflis a indiqué qu'il est nécessaire de répartir les prérogatives du président de la République entre diverses institutions de l'État, notamment le Parlement et le gouvernement, pour entrer dans l'ère de la modernisation politique. Sur le plan économique, il propose de mettre en place une économie de marché sociale et de dépolitiser l'acte économique. Il a également promis de mettre fin au gaspillage dans le budget d'équipement et de le transférer aux personnes dans le besoin qui sont prioritaires. Le candidat du parti Talaia El Houriat, a affirmé qu'il était un partisan de l'unification des Algériens mais pas de leur dispersion. Benflis a enfin critiqué la gestion du gouvernement précédent de la question des haraga, promettant de rouvrir le dossier et le régler à travers la création de postes d'emploi.

### Mihoubi : «Je réaménagerai tous les hôpitaux dans le Sud»

Le candidat Azzedine Mihoubi a indiqué hier, lors d'un meeting animé dans la wilaya de Djelfa que le peuple algérien a excellé dans sa réponse au Parlement européen et que la réponse la plus forte aura lieu le 12 décembre 2019, en participant massivement à l'urne. S'il est élu président il promet de réaménager les hôpitaux au niveau national, en particulier, ceux situés dans les zones éloignées et leur fournir le matériel nécessaire, outre la mise à leur disposition de médecins spécialisés. Il a également promis de créer un centre de lutte contre le cancer dans la wilaya de Djelfa. Mihoubi a estimé que le dossier de la santé est un point essentiel sur lequel il va focaliser son programme, s'il est élu président. Il a promis aussi de rapprocher les centres de santé du citoyen, en particulier dans les zones reculées, pour lui épargner les longs déplacements vers le Nord. Comme il a promis de faciliter la mise en place d'entreprises économiques dans divers domaines et d'accorder des prêts sans intérêt à ceux qui souhaitent défricher les terres agricoles et investir dans le domaine agricole.

### Bengrina : «Le procès public de Ouyahia et Sellal est une leçon pour moi»

Le candidat Abdelkader Bengrina s'est exprimé hier, à partir de la wilaya de Ghardaia sur le procès «public» de Ouyahia et Sellal reporté pour demain. «L'Algérie vit ce lundi un moment historique jamais vu», a-t-il déclaré. Le candidat du parti El Bina a, dans ce contexte, indiqué que ce procès historique est considéré comme une «bénédiction» du mouvement populaire «hirak», engagé depuis le 22 février dernier en Algérie. «Ce procès doit d'abord être une leçon pour moi mais aussi une leçon pour tous ceux qui seront responsables dans la prochaine étape du prochain Etat Algérien», a-t-il ajouté. S'il est élu président, il a promis que cette scène l'accompagnera. «Tout responsable qui s'autorisera à voler l'argent des Algériens aura le même sort que ceux-là», a-t-il promis encore.

Louiza Ait Ramdane

## Tenue civile et liberté de choix Le ministère de la Défense explique le vote des militaires

DANS un communiqué publié hier, le ministère de la Défense nationale a expliqué comment les militaires s'acquitteront de leur devoir électoral lors de l'élection présidentielle du 12 décembre. «Dans le cadre de l'intérêt que porte le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire à la réussite des élections présidentielles prévues pour le 12 décembre 2019, dans le respect total de la Constitution et des lois de la République, les personnels militaires exerceront, en tenue civile, leur droit et devoir électoral, par voie directe, à l'instar de leurs concitoyens au niveau des bureaux de vote dans lesquels ils sont inscrits, à travers tout le territoire national, tandis que les personnels ne pouvant voter par voie directe, en raison des missions qui leur sont assignées, ils s'acquitteront de leur devoir électoral par procuration conformément à la loi organique des élections en vigueur», explique le MDN. Quant aux personnels militaires se trouvant au niveau des unités de campagne, «ils exerceront leur droit électoral dans les bureaux de vote proches de leur lieu de travail, ou au niveau des bureaux de vote itinérants dédiés à cet effet au niveau des wilayas concernées par cette mesure» lit-on dans le même communiqué. Par ailleurs, le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire souligne que les militaires sont libres de choisir le candidat qui répond à leurs propres convictions lors de ces élections.

Meriem B.

Sit-in, grève cyclique et boycott des examens...

# Enseignants et parents d'élèves se mobilisent pour une meilleure école primaire

■ Hier, pour la énième fois, des enseignants rejoints par des parents d'élèves, ont participé au sit-in devant l'annexe du ministère de l'Education nationale au Ruisseau. Les enseignants grévistes qui boycottent les examens du premier trimestre ont exigé la prise en charge immédiate de leurs préoccupations.

Par Thinhinene Khouchi

Des centaines d'enseignants venus des quatre coins du pays ont observé un sit-in en face de l'annexe du ministère de l'Education nationale car des camions de police occupaient le trottoir de l'annexe. Comme la fois précédente, les enseignants ont commencé à affluer vers l'annexe du ministère de l'Education à 9h du matin. Durant toute la matinée, le nombre des protestataires n'a pas cessé d'augmenter. Ils ont été rejoints par des parents d'élèves qui sont venus apporter leur soutien aux enseignants. «On a souvent dit que les parents d'élèves étaient contre notre mouvement, mais en réalité, ils nous soutiennent car ils savent que si on a choisi l'option de la grève c'est dans l'intérêt de l'élève aussi». Lors de ce nouveau sit-in encadré d'ailleurs par un important dispositif sécuritaire, les protestataires ont réaffirmé leur détermination à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications. On pouvait donc lire sur les pancartes : «avec de la persévérance, ensemble on arrivera à apporter le changement» «on reste fidèle à notre mouvement malgré les intimidations» ou encore «un enseignement de qualité égale un pays de qualité», «oui au maintien de la grève». En outre, les participants à ce sit-in ont

appelé le ministre à apporter du changement dans le secteur scandant : «Ya wazir nourid attaghyir» (ministre, nous voulons du changement !) ou encore «Nous demandons à Belaabed d'accorder plus de considération à la situation de l'enseignant en particulier dans le palier primaire». D'autre ont plutôt exigé le départ de Belaabed qui ne veut, selon eux, pas prendre au sérieux leur mouvement, refuse de se réunir avec la coordination des enseignants du primaire et préfère s'entretenir avec les syndicats de l'Education. Avec cette décision, les protestataires qui n'ont aucune couverture syndicale, ont scandé «Machi nakabya tanskiya» (pas syndicale mais coordinatrice). Enfin, les protestataires ont brandi des pancartes où l'on peut lire : «On ne touche pas à la dignité de l'enseignant», «pour une meilleure situation de l'enseignant primaire, pour une meilleure école, pour un élève épanoui, on dit oui à la poursuite de notre mouvement de protestation», «quelle honte, un ministre sans décision»...

## Taux de suivi «important» de la grève et du boycott de l'examen du premier trimestre

Selon le porte-parole du collectif des enseignants du primaire, «le taux de suivi du boycott des examens, décidé par les enseignants est de 60% dans



Ph. &gt; E. Soreya/A. A.

plusieurs régions du pays». Il a indiqué que cette décision a été appuyée par les parents d'élèves qui ont fait part de leur «refus» des mesures prises par le ministère ayant instruit les directeurs des écoles d'élaborer eux-mêmes les sujets des examens du premier trimestre. Les enseignants ont rassuré les parents de leurs élèves sur le fait que les compositions se tiendront «dès que les conditions pédagogiques seront réunies». En outre, concernant la grève cyclique de trois jours, le porte-parole affirme qu'«au premier jour de la grève, la majorité des

écoles primaires dans plusieurs régions ont été paralysées». Enfin, notons que parmi les revendications soulevées par les enseignants grévistes, on retrouve la question du classement à la catégorie 13 comme leurs collègues du secondaire et moyen au lieu de la 11. Il s'agit, entre autres, de la réduction du volume horaire (26 heures par semaine actuellement), la promotion, la création de nouveaux grades et l'ouverture de concours internes permettant aux instituteurs d'accéder à des postes supérieurs (directeur, inspecteur). T. K.

## Economie verte

### Bedoui appelle à l'accompagnement des jeunes pour réaliser leurs projets

Le Premier ministre, Noureddine Bedoui, a affirmé, lundi à Alger, que l'économie verte, qui est l'un des domaines d'investissement importants en Algérie, commence à susciter l'intérêt de beaucoup d'investisseurs, appelant, dans ce sens, à l'accompagnement des jeunes pour la réalisation de leurs projets. «De plus en plus de jeunes investisseurs s'intéressent désormais aux activités de recyclage et de valorisation des déchets, tous types confondus, mais aussi à l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables», a-t-il relevé dans son allocution, lue en son nom par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Dada Moussa Belkhir, à l'ouverture de la 1<sup>re</sup> Rencontre nationale des porteurs de projets verts, organisée sous le slogan «Nous vous accompagnons pour réussir vos projets verts». L'investissement dans les domaines de l'économie verte, a-t-il poursuivi, «per-

met de rationaliser l'utilisation de l'énergie à travers l'élargissement de l'usage des énergies propres et le renforcement d'activités contribuant à la diversité de l'économie et à la création de l'emploi». «En tant que pouvoirs publics, nous sommes appelés à aplanir toutes les entraves et difficultés pouvant décourager les jeunes investisseurs, leur ouvrir le secteur économique et adhérer à leurs idées scientifiques pour la réalisation de leurs projets sur le terrain afin de s'adapter aux développements technologiques accélérés», a insisté M. Bedoui. Affirmant, dans le même contexte, que le gouvernement a mis en place «des facilitations et des mesures d'appui» en faveur des porteurs de projets innovants en encourageant pour la réalisation de leurs idées et projets, outre le renforcement de la politique de l'Etat en matière de préservation de l'environnement et de développement des énergies renouvelables et de la généralisation de leur utilisation à une

plus grande échelle. Parmi ces mesures, le Premier ministre a rappelé la création d'un Fonds propre à l'appui des start-up avec un ensemble de mesures incitatives et d'exonérations fiscales et parafiscales, ainsi que l'instruction de l'ensemble des secteurs de prêter main forte à ces jeunes entreprises et de les associer à la concrétisation des programmes de développement, partant de la prise de conscience du rôle important de cette catégorie dans la dynamisation requise de l'économie nationale, la contribution à sa diversification et la création de richesses et d'emploi. Il a expliqué, en outre, que l'intérêt du gouvernement s'est orienté vers la correction des dysfonctionnements, et ce, notamment avec les mesures d'intégration des jeunes concernés par les contrats de pré-emploi, l'octroi des aides techniques et financières aux projets des jeunes et leur accompagnement sur le terrain, l'allègement des charges au profit des jeunes

investisseurs et la mise en exergue de leurs innovations scientifiques.

Il a aussi rappelé que le PNC comptait 155 projets représentant un défi national que le pays s'emploie à relever et offrant des opportunités d'investissement aux jeunes entrepreneurs dans le cadre d'une démarche au service du pays et de l'humanité.

Il a cité, dans ce contexte, le Commissariat national aux énergies renouvelables qui a été installé récemment en vue de renforcer la stratégie nationale en matière d'énergies renouvelables et d'imprimer la dynamique nécessaire à sa concrétisation, d'autant que le gouvernement, a-t-il dit, considère ce dossier comme une priorité.

Pour le Premier ministre, la réussite de cette stratégie est grandement tributaire de la participation des compétences algériennes en Algérie et à l'étranger à travers leur expertise et leur expérience.

K. T.

## LA QUESTION DU JOUR

### Le richissime Bloomberg entre dans la course à l'investiture démocrate

Suite de la page une

Or, si à la base la majorité démocrate à la Chambre des représentants, sous la férule de Nancy Pelosi, s'était résolue à lancer la procédure devant mener à la mise en accusation de Trump devant le Sénat, c'était parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement. Elle n'aurait pas procédé de cette façon, si c'était Biden qui se serait trouvé sur la sellette, non pas Trump, lequel avait demandé aux autorités ukrainiennes d'enquêter sur les Biden père et fils. Il ne restait devant elle que ce moyen pour sauver la candidature de Biden. Il semble bien maintenant qu'elle avait fait alors un mauvais calcul. En atteste en premier lieu l'entrée en lice de Bloomberg, qui ne s'y serait pas enhardi s'il n'avait pas désespéré des chances de Biden à décrocher l'investiture. Or, ce dont les démocrates ont besoin, ce n'est pas seulement de quelqu'un qui soit digne de leur confiance, mais de quelqu'un dont les chances de battre Trump sont les plus grandes. Ou plus exactement de quelqu'un à qui ils prêtent à tort ou à raison les plus grandes chances en leur sein de battre Trump le moment venu. C'est que pour eux l'enjeu est énorme, une question de vie ou de mort, collectivement parlant s'entend. La réélection de Trump pourrait bien signifier en effet la mort de leur parti. Il ne leur resterait si elle survenait qu'à se saborder, à se séparer, ou à devenir socialiste, ce qui pour beaucoup d'entre eux est pire encore. Devant cette terrible perspective, il ne reste plus à Bloomberg, peu réputé pour sa modestie, qu'à se proposer en sauveur. Voilà qui est fait. A priori quelqu'un qui a été trois fois maire de New York, qui est beaucoup plus riche que Trump, et qui est prêt à mettre dans l'affaire tout l'argent qu'il faut pour battre ce dernier, devrait pouvoir rassembler sur lui ou s'acheter suffisamment de voix pour s'imposer comme le candidat de son camp. Il s'en trouve encore aujourd'hui pour rappeler qu'il avait acheté et par trois fois le mandat newyorkais. A sa décharge, il faut dire qu'en dépit de sa grande envie de couronner sa riche carrière du titre prestigieux entre tous de président des Etats-Unis, il s'était toujours effacé devant le candidat démocrate indiscutable du moment. Il l'a fait devant Barack Obama, avant de se rallier à lui, et devant Hillary Clinton en 2016. Il se trouve qu'il n'a pas de raison de le faire devant Biden, un favori nullement assuré de le rester jusqu'au bout. M. H.

Une soixantaine d'exposants à El-Oued

# Ouverture du 4<sup>e</sup> Salon national de l'agriculture saharienne «Agro-Souf»

■ Une soixantaine d'exposants prennent part à la 4<sup>e</sup> édition du Salon national de l'agriculture saharienne «Agro-Souf», ouverte hier à la salle omnisports «Messaoud-Laib» à El-Oued.

Par Selma B.

Les exposants, représentant des entreprises nationales, publiques et privées, ont été choisis pour leur rôle dans l'accompagnement de l'activité agricole en vue d'améliorer la qualité et les rendements agricoles et atteindre un niveau de réalisation de produits exportables, a indiqué à l'APS le directeur général de la société production El-Fahd-Expo (coorganisatrice). Un intérêt particulier a ainsi été accordé aux activités de production et de distribution de produits phytosanitaires, de semences et d'intrants agricoles, en plus de compagnies d'assurance, qui représentent à elles seules quelque 80 % de la participation au salon, a ajouté Fayçal Houamdi. Des instances administratives et des institutions publiques activant dans le domaine de l'exportation de produits agricoles, dont des banques et des entreprises de fret et de transport de marchandises, sont également présentes à ce rendez-vous économique, afin de rechercher les voies et moyens d'aller vers l'exportation de produits agricoles dans les régions sahariennes et de permettre aux entreprises de gagner de l'expérience dans le domaine de l'export. Parmi les autres objectifs de ce salon de quatre jours (2-5 décembre), la valorisation des potentialités naturelles que recèlent les terres agricoles du Sud, la vulgarisation des mécanismes d'accompagnement de l'agriculteur ainsi que l'encouragement de l'investissement agricole, afin d'accroître les superficies agricoles irriguées et de créer des ressources économiques hors hydrocarbures, à travers une production agric-



le exportable, soulignent les organisateurs. Au volet académique, des communications-débat seront présentées par des spécialistes d'entreprises participantes, notamment sur l'exploitation rationnelle des intrants agricoles et des semences, le respect des cycles d'ensemencement et de traitement, le traitement des eaux d'irrigation et d'autres axes liés aux préoccupations des agriculteurs et visant l'amélioration de la qualité et des rendements agricoles. Des ateliers de formation sont aussi prévus à l'endroit des agriculteurs sur l'utilisation rationnelle des intrants agricoles, l'escalade de palmiers, l'aspersion et les modes de traitement phytosanitaire ainsi que la gestion d'une exploitation pilote. Ce 4<sup>e</sup> Salon national de l'agriculture saharienne «Agro-Souf» est organisé par la société El-Fahd-Expo, en coordination avec la Direction des services agricoles et de la Chambre d'agriculture d'El-Oued.

S. B./APS

Présidentielle du 12 décembre

## Autorisation spéciale d'absence rémunérée à l'ensemble des personnels

Une autorisation spéciale d'absence rémunérée est accordée à l'ensemble des personnels pour la journée du 12 décembre 2019, afin de leur permettre d'exercer leur droit de vote en vue de l'élection présidentielle, indique hier un communiqué de la direction générale de la Fonction publique et de la réforme adminis-

trative. «Suite la convocation du corps électoral, en vue de l'élection du président de la République, prévue le jeudi 12 décembre 2019, conformément au décret présidentiel 19-245 du 15 moharrem 1441 correspondant au 15 septembre 2019, et afin de leur permettre d'exercer leur droit de vote, une autorisation spéciale

d'absence rémunérée, pour la journée sus-indiquée, est accordée à l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privés, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou

à la journée», précise la même source. «Toutefois les institutions, administrations, établissements, offices entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté», ajoute le communiqué.

Anis Y.

APN

## Le Bureau de l'APN examine cinq projets de loi

Le Bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN), réuni dimanche sous la présidence de Slimane Chenine, président de l'Assemblée, a examiné et transmis cinq (projets de loi aux commissions permanentes et ad hoc pour examen, a indiqué un communiqué de l'APN. Il s'agit du projet de loi modifiant et complétant la loi 04-19 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, du projet de loi modifiant la loi 01-13 du 7 août 2001 portant orientation et organisation des transports terrestres et d'un projet de loi fixant les missions, la composition et l'organisation du conseil national

de la recherche scientifique et des technologies. La réunion a été consacrée également à l'examen du projet de loi modifiant la loi 15-21 du 30 décembre 2015 portant loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique, outre le projet de loi relatif aux radio-communications. Le Bureau a pris connaissance du rapport de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés concernant la validation de qualité de membre de deux nouveaux députés et examiné la déclaration de non incompatibilité avec le mandat parlementaire d'un autre député, a ajouté le

communiqué. Après examen des questions orales et écrites déposées à son niveau, le Bureau de l'APN a décidé de les transmettre au gouvernement, car remplissant les conditions légales. Par ailleurs, l'APN a fait part de son indignation et de sa condamnation de la résolution du Parlement européen sur «la situation des libertés en Algérie», affirmant que «cette résolution n'est que surenchères et men songes dénotant d'une haine immense et de tentatives visant à imposer une tutelle sur un pays attaché à sa liberté et à la souveraineté de ses décisions. Ladite résolution a dévoilé la face

cachée et les complots qui guettent notre pays avec la complicité de certaines parties de l'intérieur». «Ce genre d'immixtions flagrantes dans les affaires internes ne font que renforcer le front interne de notre peuple et raffermir sa détermination à participer au scrutin présidentiel et concrétiser la transition démocratique au mieux de ses intérêts et son avenir», a estimé l'Assemblée dans son communiqué.

Fatah B.

Regroupant les organismes du secteur du Travail, l'Emploi et la Sécurité sociale

## Laghouat : création de deux guichets uniques

Deux guichets uniques regroupant les organismes du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ont été créés dans la wilaya de Laghouat, dans le cadre des efforts visant le rapprochement des prestations de l'administration publique du citoyen, a indiqué hier le directeur des relations de travail au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTESS). «Le déploiement de ces deux nouvelles structures administratives a été pensé en tenant compte de paramètres géographiques,

l'une implantée dans la commune de Gueltat Sidi-Saâd (nord de la wilaya) et l'autre dans la commune de Hassi-Delaâ (sud de la wilaya)», a précisé M. Rabeh Mekhazni, en marge d'une visite de terrain effectuée par une commission du MTESS. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du rapprochement de l'administration publique des administrés, en leur fournissant des prestations de proximité susceptibles de prendre en charge les diverses préoccupations des citoyens des différentes régions, a-t-il expliqué. Ces

deux guichets uniques regroupent notamment les services de la Caisse nationale d'assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), la Caisse d'assurances sociales des non-salariés (Casnos), la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la Caisse nationale des congés payés et chômage intertempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobath) et la Caisse nationale de retraite (CNR), a fait savoir le même res-

ponsable du MTESS. Composée notamment du directeur des relations de travail au MTESS et des directeurs généraux de la Casnos et de la Cacobath, cette commission a effectué des visites d'inspection au niveau de différents services relevant du secteur au niveau de la wilaya de Laghouat, dans le cadre du programme du ministère visant l'amélioration du service public dans les wilayas du sud du pays, a indiqué le même responsable.

Amer F.

## Pétrole

## Le Brent frôle les 62 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole attaquaient la semaine en hausse hier en cours d'échanges européens, après avoir souffert vendredi, à quelques jours du sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs partenaires.

Par Malek Y.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 61,98 dollars à Londres, en hausse de 2,46 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour janvier gagnait 2,45 % à 56,52 dollars. «Les prix du pétrole rebondissent après la chute de vendredi», a constaté Neil Wilson, analyste. Le pétrole avait dégringolé en fin de séance, pénalisé par des données mensuelles publiées par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) montrant notamment que la moyenne de production de brut pour septembre avait franchi un record à 12,46 millions de barils par jour (mbj). Le Brent avait ainsi perdu 2,13 % et le WTI 5,05 %. Les investisseurs ont dorénavant les yeux tournés vers Vienne où se retrouveront jeudi et vendredi les représentants des pays membres de l'Opep et leurs partenaires. «L'Opep devrait certainement prolonger la limitation de sa production pour 2020. La question est de savoir si l'organisation va aller plus loin dans les coupes», a estimé M. Wilson.



Cette réduction, fixée à 1,2 million de barils par jour (mbj) depuis décembre 2018 par rapport au niveau de production d'octobre de la même année, avait déjà été reconduite lors du dernier sommet en juin et s'applique jusqu'en mars 2020. Mais

la renforcer pourrait tenter les Saoudiens, chefs de file de l'organisation, afin de «soutenir les prix en vue de la cotation d'Aramco», a ajouté M. Wilson. Le géant pétrolier du Royaume prévoit d'introduire 1,5 % de son capital en Bourse à Riyad, une

opération qui devrait lui rapporter entre 24 et 25,5 milliards de dollars et valorise l'entreprise à environ 1 700 milliards de dollars. «La position de la Russie, qui supporte le tiers des coupes actuelles, est également un point important», a poursuivi M.

Wilson. Dépassant régulièrement les limites de production imposées par l'accord, elle a manifesté à plusieurs reprises son désaccord sur des coupes plus importantes. Des enjeux à même d'animer «une semaine bien plus divertissante que la précédente», selon Craig Erlam, analyste.

M. Y./APS

Changes  
L'euro stable face au dollar

L'EURO restait stable face au dollar hier dans un marché favorable au risque après des données meilleures que prévu en Chine. Dans la matinée, l'euro perdait 0,02 % face au billet vert à 1,1016 dollar. Vendredi, il était tombé à 1,0981 dollar, un plus bas en un mois et demi, avant de se redresser. Hier, la tendance sur les marchés est «clairement favorable au risque», a souligné Ricardo Evangelista, analyste pour ActivTrades, ce qui pénalise les valeurs refuges telles que le yen et le franc suisse. Les cambistes ont réagi à «la publication de PMI chinois positifs, qui révèle une vitalité inattendue» alors que certains «craignaient une poursuite du ralentissement économique en Chine». L'activité manufacturière en Chine s'est inscrite en novembre à son plus haut niveau depuis trois ans et au-dessus des attentes des analystes. Mais pour la paire euro-dollar, il est «un peu plus difficile de déduire la réaction "correcte"», a cependant ajouté Ulrich Leuchtmann, analyste pour Commerzbank. Selon lui, le dollar américain a dernièrement été considéré comme une valeur refuge, mais le fait que la Réserve fédérale américaine a plus de marge de manœuvre pour baisser ses taux que la Banque centrale européenne ou la Banque du Japon par exemple peut aussi rendre le billet vert plus fragile en cas de ralentissement mondial de l'activité. Une baisse des taux d'intérêt, pour soutenir l'activité, a également pour effet de rendre la devise concernée moins rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes. L'un des sujets actuels abordés dans les salles de marchés porte sur «le manque de volatilité sur les principales devises», a de son côté observé Kit Juckes, analyste pour Société Générale, alors que la volatilité de la paire euro-dollar est tombée vendredi à des plus bas historiques.

R. E.

## Dattes

## Une production de 12 millions de quintaux en 2019

L'Algérie a atteint 12 millions de quintaux en 2019, a indiqué à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari. Dans son allocution à l'occasion de la clôture de la première édition du Salon national des produits agricoles du terroir, le ministre a indiqué que cette quantité est répartie sur une surface de 170 000 hectares, ajoutant que son secteur a l'intention d'élargir la surface phoenicicole. Dans ce cadre, M. Omari a affirmé que son secteur tend à développer la filière phoenicicole, sachant que ce produit, avec tous ses genres, est produit au niveau de 16 wilayas dans le Sud. Pour le ministre, le secteur de l'Agriculture a concrétisé «un acquis» qui est celui de la labellisation de «Deglet Ennou» produite dans la wilaya de Biskra,

ajoutant que d'autres types de dattes qui sont produites dans d'autres wilayas du Grand Sud ainsi que d'autres produits agricoles seront labellisés. Le ministre a indiqué, d'autre part, que toutes les mesures ont été prises avec le ministère du Commerce, en vue de relancer l'opération d'exportation et permettre aux producteurs de participer aux manifestations économiques et commerciales mondiales. Selon M. Omari, l'encouragement de la production locale en vue d'accéder aux marchés extérieurs à travers un encadrement optimal contribuera à la promotion des exportations et à la diversification des sources d'entrées en devises. En vue de faciliter l'opération d'accompagnement des producteurs locaux, le ministre a appelé l'ensemble des personnes intéressées et acteurs du domaine agri-

cole à s'organiser et à se structurer dans le cadre de coopératives. Evoquant le Salon des plantes médicinales qui intervient en parallèle avec le Salon national des produits de terroir, M. Omari a affirmé que cette manifestation a mis en avant la biodiversité de l'Algérie, à l'instar de la plante du safran qui a une valeur économique importante. Par ailleurs, M. Omari a souligné le rôle du secteur agricole en termes de création de postes d'emploi, rappelant la prise de mesures relatives à l'octroi de crédits dans le cadre de l'Anem et de l'Angem au profit des jeunes agriculteurs en vue de créer des coopératives agricoles privées au niveau des Hauts-Plateaux et du Sud. Le ministre a mis en exergue les efforts des agriculteurs activant dans la filière céréales qui «contribuent à la réalisation de l'autosuffisance en

matière de blé dur et d'orge». Le Salon national des produits agricoles de terroir a vu la participation de 150 exposants des quatre coins du pays, toutes filières agricoles confondues. Cette manifestation économique était une opportunité pour mettre en évidence la capacité de production en Algérie en termes de produits agricoles de terroir, a-t-il ajouté, faisant savoir qu'elle a permis d'ouvrir le débat entre chercheurs, producteurs et les différents acteurs du secteur sur les voies et moyens d'augmenter, de diversifier, de valoriser et de promouvoir la production pour arriver à l'exportation. Le Salon national des produits agricoles de terroir était également une occasion aux familles algériennes et aux visiteurs étrangers de prendre connaissance des produits algériens et du patrimoine agricole national. Salem K.

## GPLC

## Le gouvernement ambitionne d'équiper près de 10 % des véhicules assemblés localement

Le gouvernement ambitionne d'équiper près de 10 % des véhicules assemblés localement en kit de gaz de pétrole liquéfié carburant (GPLC) «Sirghaz», a indiqué, à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt. Intervenant lors du séminaire national sur le déve-

loppement et la promotion du «Sirghaz» (GPL/c), M<sup>me</sup> Tamazirt, a précisé que son secteur «ne ménage aucun effort pour améliorer les conditions d'utilisation du GPLC dans le but de réaliser le développement de l'économie nationale». Dans ce sillage, le ministre a annoncé la mise en

place de dispositions réglementaires relatives à l'utilisation du Sirghaz et l'activité d'installation des kits GPLC. Elle a également fait état de six agréments accordés à des écoles, dont une relevant de Naftal pour la formation d'agents dans la conversion vers le «Sirghaz», outre l'habilitation

de 600 agents activant dans le domaine de l'installation des kits GPLC. L'utilisation du GPLC est «un choix stratégique» vu la place importante qu'occupe l'Algérie en tant que producteur de gaz naturel et le coût moindre de cette matière, a affirmé le ministre. A. O./Agences

Alger

# Réception de plus de 1 000 logements sociaux avant fin 2019

Plus de 1 000 logements sociaux seront réceptionnés avant fin 2019 dans la capitale dans le cadre du lancement de la 26<sup>e</sup> opération de relogement, a annoncé à Alger, le wali-délégué de la circonscription administrative d'Hussein Dey, Saïd Sayoud.

Par Fateh H.

Plus de 1 000 logements sociaux sont prêts à être distribués dans le cadre de la 26<sup>e</sup> opération de relogement dans la wilaya d'Alger», a précisé le wali-délégué d'Hussein Dey, ajoutant que les aménagements extérieurs étaient en cours. Suspendus momentanément à cause des intempéries, les travaux d'aménagement «reprennent cette semaine» pour parachever les détails techniques qui restent, notamment le raccordement des logements aux réseaux de gaz et d'électricité, l'aménagement des espaces verts et le bitumage des routes, a encore précisé M. Sayoud. Le responsable a également indiqué que la wilaya d'Alger réceptionnera à la fin de l'année plus de 500 logements participatifs, dont 252 unités à El-Achour et 200 dans la commune de Staoueli. Il a par ailleurs fait état du parachèvement du projet de 548 logements à Staoueli qui devrait, selon lui, «être livré dans les tout prochains jours». Le wali

d'Alger, Abdekhalek Sayouda, avait précisé, il y a quelques jours, que 17 224 logements, toutes formules confondues, avaient été livrés et 14 351 unités distribuées à ce jour dans la wilaya d'Alger. Les familles occupant des terrasses et des caves d'immeubles et des logements exigus dans les quartiers de Bab El-Oued, Hussein Dey, Belouizdad et La Casbah bénéficieront prochainement d'un

quota de logements, avait annoncé le wali d'Alger lors de sa dernière réunion avec les membres de l'Assemblée populaire de wilaya.

F. H.



Ansej de Tébessa

## Financement de plus de 5 100 PME depuis 1997

Au total, 5 160 projets de création de petites et moyennes entreprises (PME) ont été financés par l'antenne locale de l'Agence nationale du soutien de l'emploi de jeunes (Ansej) depuis sa création dans la wilaya de Tébessa en 1997, a indiqué la chargée de la communication de l'Ansej, Wahiba Kabah. «Ce nombre important de projets a été financé depuis la création de ce dispositif d'aide dans la wilaya de Tébessa en 1997 jusqu'au 31 octobre dernier», a précisé la même source à l'occasion des journées porte ouverte organisées par les dispositifs d'aide «Ansej» et «Cnac». Dans les détails,

M<sup>me</sup> Kabah a fait savoir que 3728 PME ont été financées dans le secteur des services, 531 dans l'industrie, 298 dans le bâtiment et les travaux publics, 276 dans l'agriculture, 246 dans l'artisanat et 81 autres projets liés aux fonctions libérales. S'agissant de la motivation des jeunes universitaires pour bénéficier des crédits de financement de leurs propres petites et moyennes entreprises dans divers secteurs, la même source a révélé que 589 projets ont été financés par l'Ansej par des universitaires sur un total de 5 160 dossiers déposés. Elle a rappelé dans ce sens le travail de proximité effectué par l'Ansej en coordination

avec la maison de l'entrepreneuriat de l'université de Tébessa pour accompagner les jeunes promoteurs en matière de création et de gestion des PME. Les journées portes ouvertes organisées par l'Ansej et la Cnac entre le 28 novembre et le 8 décembre prochain visent à informer les jeunes des nouvelles procédures de financement et la levée du gel sur l'extension des projets, ainsi que les démarches à accomplir pour bénéficier des locaux commerciaux de l'AADL et l'OPGI mobilisés pour les jeunes promoteurs.

Nassima A./APS

Aïn Defla

## Une production agrumicole prévisionnelle de près de 200 000 qx attendue

La production d'agrumes attendue au titre de la saison agricole 2019-2020 dans la wilaya de Aïn Defla avoisine les 200 000 qx, en baisse par rapport à celle enregistrée lors de la campagne précédente (240 000 qx), a-t-on appris d'un responsable de la direction locale des services agricoles (DSA).

Ces prévisions à la baisse sont susceptibles d'être expliquées par la chaleur ayant sévi durant les mois de septembre et d'octobre, laquelle a favorisé l'apparition d'agents pathogènes particulièrement nocifs pour les verges, a indiqué Amar Saâdi, responsable des services des statistiques à la même direction. Faisant remarquer

que Aïn Defla n'est pas à vocation agrumicole, il a fait savoir que la superficie dédiée à l'agrumiculture à la faveur de la présente campagne agricole est de 1 500 ha, signalant que les variétés «Thompson» et «Washington» sont celles qui

prédominent le plus sur le territoire de la wilaya.

Dans le but d'accroître la production, les responsables du secteur de l'agriculture à l'échelle locale s'emploient à valoriser la superficie dédiée à l'agrumiculture en optant pour l'intensif

(multiplication des plants mis sous terre), soit de 850 à 900 plants au lieu des 300 plantés jusque là, a-t-il expliqué.

Fruits possédant de nombreuses vertus, les agrumes sont notamment prisés pour leur teneur élevée en vitamines, leur

faible apport calorifique et leur potentiel antioxydant, a-t-il souligné, observant que l'agrumiculture au niveau de la wilaya est présente notamment dans les communes de Aïn Soltane, Rouina, Arrib, Djellida et Aïn Defla.

Samy Y.

El Bayadh

## Réhabilitation de 11 bureaux de poste

Un programme de réhabilitation et rénovation de 11 bureaux de poste a été élaboré dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris, du directeur de l'unité Algérie Poste. Au titre de ce programme, il est prévu le lancement, cette semaine, des travaux de réhabilitation de la recette prin-

cipale du chef-lieu de wilaya et le bureau de poste de Hai Ouled Yahia, a indiqué Boualem Semari, en marge de la réouverture du bureau de poste Hamidi Boulenoir, réhabilité dans le cadre de ce programme. Il a également fait part du lancement prochain des travaux de réhabilitation et de

réfection de deux bureaux de poste de Bougtob. La commune de Labiodh Sidi Cheikh a aussi enregistré une opération de réhabilitation d'un bureau postal dont le taux d'avancement des travaux a atteint les 60 pc. Le chantier touchant la poste de Rogassa enregistre un taux d'avant de 5 pc

alors que celui d'El Kheithar est à 95 pc. Les opérations de réfection des bureaux de poste ont nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 120 millions DA. Le but est d'améliorer la qualité des services destinés à la clientèle et les conditions de travail des agents, a-t-on expliqué. Ces travaux seront achevés avant la fin du premier trimestre de 2020. Par ailleurs, il est prévu le lancement, la semaine prochaine, des travaux de réalisation d'un bureau de poste à la nouvelle ville d'El Bayadh pour un délai de réalisation d'un an, en plus de la réalisation d'un bureau et du siège de l'unité d'Algérie Poste ainsi que de deux logements de fonction à El Bayadh. Leur réception est prévue en novembre 2020. D'autres travaux sont en cours pour la réalisation d'un bureau postal à Brézina avec un taux de réalisation de 70 pc. Il sera livré en juin 2020. La wilaya d'El Bayadh compte actuellement 43 bureaux de poste, rappelle-t-on.

A. O.

Sétif

## Vers la récupération de plus de 138 hectares de foncier industriel inexploité

Des surfaces de plus de 138 ha de foncier industriel inexploités établies sur différentes zones d'activités dans la wilaya de Sétif seront prochainement récupérées et confiées à d'autres investisseurs, a-t-on appris auprès de la direction de l'Industrie et des mines. L'opération qui s'inscrit dans le cadre des efforts d'assainissement du foncier industriel intervient suite à la suggestion faite pour récupérer les assiettes de terrain octroyées à des investisseurs qui, pour diverses raisons, n'ont pas encore lancé leurs projets et ce, malgré les mesures de facilitation et d'accompagnement offertes par l'Etat, a-t-on indiqué de même source. Bien

avant l'abrogation des actes de concessions, les investisseurs n'ayant pas honoré leurs engagements ont été mis en demeure à l'issue de nombreuses visites périodiques effectuées sur les sites concernés afin de suivre l'évolution des chantiers et d'apporter en même temps l'accompagnement nécessaire aux dits investisseurs pour la concrétisation de leurs projets, a-t-on ajouté. La direction de l'Industrie et des mines a, par ailleurs, fait savoir que le foncier récupéré sera immédiatement confié à des opérateurs économiques à même de matérialiser leurs ambitions et d'apporter un nouvel élan à l'investissement industriel dans une wilaya lar-

gement connue pour ses potentialités dans ce secteur. Ainsi, les services concernés avaient jusqu'à octobre passé validé pas moins de 1172 dossiers d'investissements privés sur une surface totale de 1177 ha, selon la même source. Devant permettre la création de 81813 emplois, les projets validés concernent l'industrie de transformation, l'agroalimentaire, le BTP et les services. Il est à noter que dans ce cadre, pas moins 959 actes de concessions ont d'ores et déjà été établis et que 420 chantiers de réalisation ont été lancés.

R. R.

Camps des réfugiés sahraouis

# Rejet des mises en garde du MAE espagnol concernant la situation sécuritaire

■ Des intellectuels et des formations politiques espagnoles ont exprimé leur rejet des mises en garde du ministre espagnol des Affaires étrangères, Joseph Borrel, sur la situation sécuritaire dans les camps de réfugiés sahraouis.

Par Fella Y.

L'Agence de presse sahraouie (SPS) a souligné dimanche qu'elle a reçu plusieurs messages de rejet des allégations du ministre espagnol, tout en exprimant leur solidarité et soutien vis-à-vis de la cause sahraouie. Des médias espagnols ont également rapporté plusieurs déclarations de partis politiques et intellectuels, militants des droits de l'Homme et associations rejetant catégoriquement les déclarations du MAE espagnol. Le Secrétariat d'organisation de «Podemos Andalousie», Rocio Van der Heide, déclaré sur son compte Twitter : «Il y a un peu plus d'un mois, j'étais dans les camps de réfugiés sahraouis. Parce que cette cause est la mienne et la nôtre, le peuple sahraoui mérite de recouvrer ce qui lui appartient en justice. Ni la menace ni la peur ne nous empêcheront d'y rester». Pour Teresa Rodriguez, enseignante au secondaire, Coordinatrice de Podemos dans la région andalouse, «les mensonges du Maroc ne vont pas mettre fin à la solidarité internationale. Borrell ne peut continuer à être un agent du lobby marocain». «De Adelante Andalusia, tout notre amour et notre soutien à la résistance sahraouie», a-t-elle écrit. Jose Ignacio Garcia, co-conférencier de «AdelanteAnd», a exprimé également son soutien. «Nous sommes des milliers de personnes qui ne laisserons pas le peuple sahraoui. Malgré les empoisonnements du Maroc, la

solidarité internationale, maintenant plus que jamais». «En décembre, j'ai la chance de pouvoir voyager avec mes collègues», a-t-il souligné. Toni Valero, coordinateur général de l'Organisation de la gauche Unie, Andalousie, (IU Andalousie), a déclaré : «Alarmisme et irresponsabilité. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons être avec le peuple sahraoui. Vous ne pouvez pas faire fuir la solidarité. Assez de connivence avec la dictature marocaine». «Nous rejetons l'alerte alarmiste et injustifiée concernant "le risque d'attaque contre les camps sahraouis de Tindouf" lancée par le gouvernement espagnol, en collusion avec les intérêts de la dictature du Maroc», a-t-il soutenu. Il est à souligner que les camps sahraouis ont reçu des centaines de sympathisants de la cause sahraouie ces deux derniers jours. Il convient également de rappeler qu'il existe des coopérateurs dans les camps sahraouis d'au moins cinq nationalités et qu'aucun pays dans lequel ils ont des coopérateurs dans la région, à l'exception de l'Espagne, n'a déclaré l'alerte. Sans parler des missions cubaines d'éducation et de santé habituelles. Le coordinateur sahraoui auprès de la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), Mohamed Kheddad, a qualifié vendredi les dernières déclarations du ministre espagnol sur la



situation sécuritaire dans les camps de réfugiés d'«injustifiées et illustrent la complicité du gouvernement espagnol avec l'occupant marocain». Dans une déclaration aux médias, le responsable sahraoui a soutenu que «le régime d'occupation marocain porte la responsabilité entière et directe de tout acte terroriste commis contre les camps de réfugiés sahraouis ou leurs abords», soulignant que «la communauté internationale doit se rappeler que le Maroc est la première source de terroristes dans

le monde». Le gouvernement de la République sahraouie et le Front Polisario ont également pointé du doigt «le régime d'occupation marocain de toute agression susceptible de se produire dans la région dans un avenir proche ou lointain». Le Front Polisario a annoncé, il y a quelques jours, la tenue de son 15<sup>e</sup> Congrès général dans la ville de Tifariti dans les territoires sahraouis libérés, ce qui a suscité la colère de l'occupation marocaine et l'a poussé, selon M. Kheddad, à «impliquer à nou-

veau l'Espagne dans ses agissements et blocage du processus de décolonisation du Sahara occidental». Dans un précédent rapport, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNDC) avait souligné l'implication de trafiquants de drogue auprès de groupes terroristes de la région, tels qu'Al-Qaïda et Daech, en protégeant les envois de drogue traversant la côte en direction de l'Afrique subsaharienne. F. Y./APS

## Libye

### 14 enfants tués dans des frappes aériennes ces 72 dernières heures

Deux frappes aériennes ont tué 14 enfants et fait au moins 10 blessés parmi les civils ces 72 dernières heures en Libye, a annoncé le gouvernement libyen reconnu par l'ONU. Les forces gouvernementales ont précisé qu'un bombardement des forces du général à la retraite, Khalifa Haftar, sur un quartier résidentiel du sud de la capitale, Tripoli, avait tué dimanche cinq enfants et fait dix blessés. Un autre bombardement avait tué vendredi neuf autres enfants et deux femmes à Oum al-Aranib (sud). Les forces de Haftar mènent depuis avril 2019 une campagne militaire pour s'emparer de Tripoli et de renverser le gouvernement de

Fayez Sarraj soutenu par l'ONU. Ces attaques ont fait des milliers de tués et de blessés, ainsi que quelque 120 000 déplacés. La Libye est en proie à l'insécurité et aux divisions politiques depuis la chute de Muammar Kadhafi en 2011.

#### Les vols reprendront le 12 décembre à l'aéroport de Tripoli

Le ministère des Transports du gouvernement libyen reconnu par l'ONU a annoncé dans un communiqué que l'aéroport international Mitiga de Tripoli sera rouvert le 12 décembre. Il avait été fermé en septembre

dernier après avoir été touché par des bombardements, tous les vols étant alors redirigés vers l'aéroport international de Misrata, situé à environ 200 km à l'est de la capitale. Les forces du général à la retraite, Khalifa Haftar, mènent depuis avril 2019 une campagne militaire pour s'emparer de Tripoli et renverser le gouvernement de Fayez Sarraj soutenu par l'ONU. Malgré les condamnations de l'ONU, les aéroports internationaux de Tripoli et de Misrata ont été pris pour cible à maintes reprises depuis le début du conflit armé.

Sabiha O./Agence

## Tunisie

### 2 700 personnes vivent avec le VIH/sida et 156 nouveaux cas enregistrés en 2018

La Tunisie comptait quelque 2 700 personnes vivant avec le VIH/sida en 2018, avec 156 nouveaux cas enregistrés, dont 50 de nationalité étrangère, a indiqué dimanche un responsable du ministère tunisien de la Santé. Faouzi Abid, chef du département d'épidémiologie de la direction des soins de santé de base du ministère et également coordinateur des pro-

grammes nationaux de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, s'est exprimé dimanche lors d'une journée médiatique organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida. M. Abid a souligné l'importance de la coordination entre les associations œuvrant dans la lutte contre le VIH/sida et l'impératif de la promotion des activités de

sensibilisation. «Cela limitera la transmission de la maladie parmi les personnes», a-t-il dit. Le responsable tunisien a regretté la rapide propagation de l'épidémie en Tunisie due à des relations sexuelles non protégées et à la consommation de drogues injectables. Selon les chiffres publiés par l'Organisation mondiale de la santé, jusqu'à fin 2018, 37,9 millions de per-

sonnes dans le monde vivaient avec le VIH/sida parmi elles 79 % avaient été diagnostiquées, 62 % suivaient un traitement et 53 % avaient réduit, grâce à un traitement continu, leur charge virale de sorte qu'elles étaient parvenues à diminuer considérablement le risque de transmissions du virus.

F. S.

## Maroc 8 morts et 42 blessés dans le renversement d'un autocar

HUIT PERSONNES ont trouvé la mort et 42 autres ont été blessées à des degrés divers suite au renversement dimanche après-midi d'un autocar au niveau de la commune Bab Marzouka dans la province de Taza (nord-est du Maroc), ont annoncé les autorités locales. Les autorités locales et sécuritaires, ainsi que les services de la protection civile sont intervenus pour le transfert des blessés à l'hôpital provincial Ibnou Baja pour recevoir les soins nécessaires, ajoutent-ils de même source, précisant que trois victimes sont décédées après leur arrivée à l'hôpital. Une enquête a été ouverte par les autorités sécuritaires sous la supervision du parquet compétent en vue de déterminer les circonstances de cet accident. R. M.



## Nucléaire

# Un nouveau chef pour l'AIEA, priorité au dossier iranien

■ *Le gendarme du nucléaire mondial se dote d'un nouveau patron au moment où les tensions s'exacerbent autour du cas iranien : l'Argentin Rafael Grossi, investi hier à la tête de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a déclaré que le programme nucléaire iranien était une «priorité» de l'agence.*

Par Rosa C.

**D**iplomate âgé de 58 ans, Rafael Grossi connaît bien l'AIEA où il a exercé de 2010 à 2013 des fonctions qui l'ont amené à discuter directement avec les responsables iraniens. Il a indiqué hier lors d'une conférence de presse qu'il comptait se rendre en Iran «dans un avenir relativement proche». Ambassadeur d'Argentine en Autriche depuis 2013, M. Grossi était à ce titre le représentant du pays à l'AIEA. Sur les questions de non-prolifération, François

Nicoulaud, ancien ambassadeur de France en Iran, juge le diplomate «impressionnant», «d'un très bon calibre». Des diplomates qui l'ont côtoyé, interrogés par l'AFP, saluent son «éthique professionnelle» et son «énergie». L'un d'eux estime qu'il fera de la promotion du nucléaire dans la bataille contre le changement climatique un sujet important. M. Grossi s'est imposé au terme d'un duel serré avec le Roumain Cornel Feruta qui assurait l'intérim à la tête de l'agence. L'élection d'un nouveau directeur est liée au décès en juillet de Japonais Yukiya Amano qui a

dirigé l'AIEA durant dix ans. M. Grossi est le sixième directeur de l'AIEA depuis la création de l'agence en 1957 et le premier issu d'un pays d'Amérique du Sud. L'agence onusienne est chargée de vérifier sur le terrain l'application par Téhéran de l'accord nucléaire de 2015, signé avec les grandes puissances pour garantir que l'Iran ne se dotera pas de l'arme atomique. M. Grossi prend ses fonctions alors que cet accord historique est en voie de délitement depuis que les États-Unis s'en sont retirés en 2018. En réaction au rétablissement des sanctions américaines, Téhéran applique depuis le mois de mai un plan de désengagement de l'accord et intensifie ses activités nucléaires. Le pays dépasse notamment le stock d'uranium enrichi prévu par le texte, le taux d'enrichissement et la quantité d'eau lourde autorisés et modernise ses centrifugeuses. L'AIEA estime que le régime d'inspection des sites iraniens en place depuis 2015 est le plus dur au monde. A ce jour, l'accès des inspecteurs aux installations iraniennes n'a pas été remis en cause. Dans son discours d'investiture hier, M. Grossi a loué le «système impartial et rigoureux» des inspections de l'AIEA. Aucune autre institution «n'a cette crédibilité qui permet de garantir qu'il n'y a pas de détournement de matériel nucléaire pour en faire des armes atomiques», a-t-il fait valoir. L'enjeu pour l'AIEA est de maintenir sa réputation de neutralité, insensible aux pressions politiques nombreuses dans le dossier iranien. La candidature de Rafael Grossi bénéficiait notamment du soutien des États-Unis mais des diplomates interrogés par l'AFP mettent en avant son «indépendance» et sa «capacité à résister aux pressions d'où qu'elles viennent». Des points de friction dans la coopération entre Téhéran et l'AIEA ont été rendus publics ces derniers mois. L'agence de Vienne a réclamé à Téhéran des explications sur la nature des activités menées dans le passé sur un site non déclaré où des traces d'uranium ont été relevées. Les dernières réponses de l'Iran sur ce point n'ont pas été jugées satisfaisantes. Un incident rare, impliquant fin octobre une inspectrice de l'AIEA brièvement empêchée de quitter l'Iran après avoir déclenché une alarme de sécurité



Ph. &gt; D. R.



## Commentaire

### Désertions

Par Fouzia Mahmoudi

**L**a République En Marche d'Emmanuel Macron se prépare à sa première élection municipale prévue pour mars 2020. Et si les trois premières élections auxquelles le parti présidentiel a participé ont été victorieuses pour ce parti qui pourtant n'existe que depuis 2016, le prochain scrutin municipal risque d'être un petit peu plus difficile pour la majorité et le gouvernement. En effet, LREM a connu encore une fois cette semaine et en moins de 24 heures deux nouvelles défections, faisant suite à de nombreuses autres ayant eu lieu ces derniers mois. Les députées Marion Lenne et Pascale Fontenel-Personne ont claqué la porte de LREM. Les élus reprochent notamment au parti présidentiel «son fonctionnement», voire «une opacité». Si les deux parlementaires continuent à siéger pour le moment dans les rangs de la majorité à l'Assemblée, leur décision quasi simultanée illustre une crise prise au sérieux au sein du jeune mouvement macroniste qui essuie des critiques autant sur la forme que sur le fond. Depuis 2017, le groupe parlementaire LREM à l'Assemblée est passé de 313 à 303 membres et apparentés (314 et 304 en comptant le président de l'Assemblée Richard Ferrand), à seulement une quinzaine de sièges de la majorité absolue. «Ce qui arrivera forcément avant la fin de la législature», pronostique un fidèle du président Macron. Après le départ de l'ex-PS Jean-Michel Clément en avril 2018 en raison de son opposition à la loi asile et immigration, des désertions ont régulièrement fragilisé le groupe majoritaire : Frédérique Dumas, Joachim Son-Forget et surtout Matthieu Orphelin, un très proche de Nicolas Hulot qui entendait incarner la branche écolo du mouvement présidentiel mais qui a finalement jugé les avancées «insuffisantes» en la matière. «Dans cette cuvée de parlementaires, il y a davantage d'autoentrepreneurs politiques que de gens qui ont l'esprit collectif», regrette un historien de la macronie, selon qui «les présidents de groupe ne contrôlent plus leur groupe, ils le gèrent», une pique visant directement le patron du groupe LREM, Gilles Le Gendre. Celui-ci a d'ailleurs, selon le journal «Le Monde», récemment adressé une note à Emmanuel Macron pour «l'avertir» sur l'état d'esprit du groupe majoritaire. «On a fait la campagne d'Emmanuel Macron puis découvert la distance entre un président de la République et le groupe majoritaire, il y a forcément un caractère déceptif», a reconnu une Marcheuse. Il y a 15 jours, c'est la députée Jennifer de Temmerman qui disait avoir perdu «espoir» après le vote de mesures sur l'immigration. À propos des divergences politiques et des déçus de la promesse du «et en même temps», un fidèle d'Emmanuel Macron y voit une erreur d'appréciation stratégique originelle : «On a décidé d'avoir une majorité absolue, ce qui a été le début des emmerdes. Parce que, peut-être, ça empêche le débat des sensibilités». Mais le parti devra se ressourcer et parler une nouvelle fois d'une seule voix pour s'adresser aux électeurs à l'occasion des municipales qui seront une élection déterminante pour l'avenir de LREM qui jusqu'à n'a pas encore pu prouver sa capacité à s'implanter et s'épanouir localement et notamment dans les campagnes. Une fois encore, son premier adversaire sera le Rassemblement national de Marine Le Pen qui compte sur la longue existence de son parti et la défiance grandissante des Français envers Macron pour mobiliser les troupes dans les villes et villages et gagner assez de maires pour faire le poids sur le plan national.

F. M.

sur un site inspecté, a provoqué un échange tendu entre la République islamique et l'Agence. Un diplomate basé à Vienne a affirmé que «même des pays qui normalement comprennent l'Iran n'ont pas soutenu la réaction de Téhéran lors de cet épisode». Côté diplomatie, les Européens, la Chine, la Russie, qui restent parties à l'accord de 2015, manquent d'arguments pour convaincre les responsables iraniens de revenir à l'application stricte du texte. Une nouvelle réunion de représentants de ces pays avec les responsables iraniens aura lieu vendredi à Vienne. Téhéran a annoncé pour début janvier une étape supplémentaire d'intensification de son programme nucléaire.

R. C.

## Hong Kong

### Marine américaine et ONG dans le viseur de Pékin

**L**a réponse ne s'est pas fait attendre : trois jours après avoir annoncé des représailles contre le soutien des États-Unis à Hong Kong, la Chine a sanctionné hier la marine et des associations américaines. «Abomination absolue» : Pékin n'avait pas mâché ses mots jeudi après la promulgation par le président américain Donald Trump d'une loi soutenant les manifestants pro-démocratie qui défient depuis six mois le régime communiste dans les rues de Hong Kong. Le pouvoir chinois estime que Washington manipule en sous-main les «émouilliers» hongkongais et est responsable de la montée de la violence dans la métropole du sud du pays. Sans faire durer le suspense, la Chine a annoncé hier la suspension immédiate des escales de navires de guerre américains dans l'ancienne colonie britannique, qu'elle a récupérée en 1997. Depuis lors, des bâtiments américains mouillaient régulièrement dans «le port parfumé», pour des visites permettant notamment

aux marins de «récupérer» dans le territoire autonome chinois. Le gouvernement chinois, dont l'autorité s'étend à Hong Kong en matière militaire, va «suspendre l'examen des demandes de visite de récupération des navires de guerre américains, à compter d'aujourd'hui», a annoncé à la presse la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hua Chunying. Pékin avait déjà bloqué deux visites de bâtiments américains en août dernier, selon la marine américaine. La dernière visite de l'US Navy, celle du Blue Ridge, remontait au mois d'avril, avant le début en juin des manifestations à Hong Kong. «Opérationnellement, d'un point de vue militaire, ça ne change pas grand-chose pour les États-Unis» a déclaré à l'AFP Michael Raska, spécialiste des questions de défense à l'Université technologique Nanyang à Singapour (Chine). Politiquement, la décision de Pékin signale cependant que «la tension Chine-USA va continuer à monter», prévoit-il. Pour

l'expert J. Michael Cole, du Global Taiwan Institute à Taïpei, la mesure chinoise «est avant tout symbolique» mais illustre «l'escalade des représailles qui empoisonne la relation entre les deux pays». Le gouvernement chinois va par ailleurs «imposer des sanctions aux ONG qui se sont mal comportées» à Hong Kong, a annoncé M<sup>me</sup> Hua, sans préciser en quoi consisteraient ces sanctions. Parmi ces associations figurent des organisations américaines actives dans le domaine des droits de l'homme, comme Human Rights Watch et Freedom House. Dès la semaine dernière, le régime communiste avait annoncé qu'il prendrait des mesures de représailles à la signature par le président américain de la «loi de 2019 sur les droits humains et la démocratie à Hong Kong». Ce texte menace de suspendre le statut économique spécial accordé par Washington à l'ancienne colonie britannique si les droits des manifestants ne sont pas respectés.



12<sup>e</sup> Festival du théâtre arabe à Amman

# La pièce «GPS» de Mohamed Charchal en compétition

■ D'autres spectacles hors compétition sont également au programme de cette 12<sup>e</sup> édition, à l'instar de «Rahin» du théâtre régional de Batna.

Par Adéla S.

La pièce de théâtre «GPS», produite par le Théâtre national algérien (TNA), prend part à la compétition du 12<sup>e</sup> Festival du théâtre arabe de Amman (Jordanie), prévu du 10 au 16 janvier 2020, annonce l'Instance arabe du Théâtre sur son site Internet.

Le spectacle «GPS» sera en compétition aux côtés de huit autres pièces, dont «En'Nems» (Maroc), «Samae Baydae» (Ciel blanc) (Tunisie), ou encore, «Bahr wa Rime!» (Mer et sables) (Jordanie).

La pièce, écrite et mise en scène par Mohamed

Charchal, est une comédie absurde à la thématique universelle, inscrite dans le registre du théâtre muet et qui traite du conditionnement de la société et de l'aliénation de l'individu.

D'autres spectacles hors compétition sont également au programme de cette 12<sup>e</sup> édition, à l'instar de «Rahin» du théâtre régional de Batna.

Fondé en 2009 par l'Instance arabe du théâtre, le Festival du théâtre arabe, un des plus importants festivals dans les pays arabes, distingue depuis 2011 le meilleur spectacle du prix «El Kacimi».

Manifestation culturelle itinérante dans plusieurs villes



et capitales arabes, le déjà été accueilli en janvier lors de sa 9<sup>e</sup> édition dédiée à Festival du théâtre arabe a 2017 à Oran et Mostaganem, la mémoire de Azzeddine

## Rabehi au sujet de l'ouverture de stations régionales de la TV algérienne «Un support pour le renforcement de l'information de proximité»

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, et ministre de la Culture par intérim, Hassane Rabehi, a affirmé, dimanche à Djelfa, que le programme du gouvernement portant ouverture de stations régionales de la Télévision algérienne constitue un support pour le renforcement de l'information de proximité.

«Ce nouveau-né, qui constituera une assise pour l'information de proximité, devrait également contribuer à la couverture des besoins en audiovisuel, exprimés au niveau des wilayas, qui abriteront ces stations régionales télévisuelles», a indiqué le ministre dans son intervention, lors de l'inspection du chantier d'aménagement d'un siège pour une station de la Télévision algérienne au chef-lieu de wilaya de Djelfa. Estimant également que ces stations «pourront fournir matière à l'information pour la station centrale de l'Entreprise nationale de la télévision algérienne (ENTV), tout en renforçant le

réseau de communication nationale», M. Rabehi a signalé la mise au point d'un programme gouvernemental portant ouverture de 10 stations télévisuelles à travers les régions reculées du pays, au titre des efforts de renforcement de l'information de proximité et de l'enrichissement du système national de communication. Selon l'exposé détaillé sur ce projet de station télévisuelle à Djelfa, présenté sur place au ministre de la Communication, qui était accompagné du ministre des Relations avec le Parlement, Fethi Khoulil, la structure est destinée, dans une première étape, à être «un espace d'information et de couverture d'activités de proximité au service de l'intérêt général et du citoyen», avant d'être promue, «après son renforcement en moyens et équipements nécessaires, en un centre apte à offrir un service d'informations pour l'ENTV», a-t-on expliqué, sur place. «L'encadrement de la structure sera assuré par des compétences

locales», a-t-on indiqué au ministre, qui s'est félicité de ce fait. M. Rabehi a précisé, à l'occasion, une cérémonie de signature d'une convention entre la radio locale et la commune de Djelfa relative à la publicité. L'accord, devant être élargi à l'avenir à d'autres communes de la wilaya, a été loué par le ministre.

En visitant les différentes structures de la radio de Djelfa, M. Rabehi n'a pas manqué de souligner le «rôle primordial» joué, par elles, dans le «renforcement de l'information de proximité», a-t-il dit.

L'opportunité a également donné lieu à une visite d'un nombre de projets relevant du secteur de la Culture, dont celui d'une résidence pour les annexes des beaux-arts et de la musique, outre nombre de structures au pôle culturel de Djelfa, dont le musée public de la wilaya, l'annexe du centre national en recherches préhistoriques et les annexes des beaux-arts et de la musique, au niveau desquelles des explications ont été fournies au ministre

au sujet des contraintes entravant l'ouverture de ces structures, notamment concernant l'absence du décret de leur création et gestion. M. Rabehi s'est engagé à soumettre ce problème au gouvernement, en vue de lui trouver une solution. Il a écouté les préoccupations et doléances de nombreux jeunes, qu'il a promis de soumettre à examen auprès des responsables de secteurs concernés, non sans souligner le «rôle d'importance qui incombe aux jeunes dans l'édification de leur pays et leur contribution à sa prospérité».

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement et ministre de la Culture par intérim, qui a assisté à une activité littéraire à la bibliothèque centrale de lecture publique de Djelfa, va clore sa tournée dans la wilaya par une visite des stations de gravures rupestres du site archéologique de la commune de Zekkar (à 20 km au sud de la wilaya).

Kamel L.

## Cinéma

### «La Reine des Neiges 2» gravit les sommets du box-office nord-américain

Le box-office nord-américain s'est figé devant «La Reine des Neiges 2» qui a récolté 85,2 millions de dollars ce week-end, selon des chiffres provisoires publiés dimanche par la société spécialisée Exhibitor Relations.

La reine Elsa, sa sœur Anna et le bonhomme de neige Olaf ont même raflé 124,7 millions de dollars sur cinq jours, le jeudi de Thanksgiving étant férié aux

Etats-Unis. Il s'agit d'un record pour ce long week-end, selon le magazine «Variety».

Le deuxième volet de cet immense succès des studios Disney s'attache à l'histoire de la famille royale d'Arendelle et promet de répondre aux interrogations des fans, notamment sur l'origine des étonnants pouvoirs d'Elsa.

Pour sa sortie dans les salles

nord-américaines, le week-end dernier, il avait déjà empoché 130 millions de dollars, le troisième meilleur départ pour un film d'animation derrière les «Indestructibles 2» (2018) et «Le Monde de Dory» (2016), selon «Variety».

Au total, ces nouvelles aventures glacées en sont déjà à plus de 287 millions de recettes, rien que dans les salles des Etats-

Unis et du Canada.

Dans un tout autre registre, la comédie policière «A couteaux tirés» a créé la surprise, en récoltant 27 millions de dollars pour son premier week-end en salles. Le film, avec Daniel Craig Jamie Lee Curtis et Chris Evans, met en scène une enquête rocambolesque après la mort d'un octogénaire auteur de polars.

«Le Mans 66», film américain sur la légendaire course d'endurance automobile française des 24 Heures du Mans, rétrograde en troisième position avec 13,2 millions de dollars de recettes depuis vendredi et 81 millions en trois semaines.

«Un ami extraordinaire» descend à la quatrième place avec 11,8 millions de dollars pour son deuxième week-end d'exploitation et 34,3 millions depuis sa sortie. Le film raconte la relation entre le présentateur américain d'émissions pour enfants Fred Rogers, incarné par Tom Hanks, et un journaliste chargé d'écrire un article sur lui.

À la cinquième place, le drame romantique «Queen and Slim» avec Daniel Kaluuya et Jodie Turner-Smith a réalisé une sortie remarquée sur les écrans, encaissant 11,7 millions de dollars sur trois jours.

Racim C.

R. C.

## Pour en faire des sources de revenus

### Le candidat Mihoubi s'engage à réhabiliter des sites archéologiques

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre, Azzeddine Mihoubi, s'est engagé, dimanche à partir de Tiaret, à réhabiliter des sites archéologiques, historiques et culturels pour en faire des sources importantes de revenus.

Au cours d'un meeting populaire, animé à la maison de la culture «Ali-s-Mâachi», Azzeddine Mihoubi s'est engagé, en cas de

son élection à la magistrature suprême du pays, qu'il œuvrerait à «réhabiliter les sites culturels et historiques dont l'abri d'Ibn Khaldoun de Tiaret, la grotte Cervantès d'Alger et leur exploitation comme sources de revenus pour le pays».

Il a ajouté que son programme s'orienterait vers la réhabilitation des érudits et savants de l'Algérie dans les domaines culturel, artis-

tique et historique. Le candidat a également insisté sur l'importance de la dimension historique et civilisationnelle de ces érudits et personnalités nationales en faisant connaître aux jeunes générations et aux chercheurs les parcours de ces figures, leurs œuvres et leurs luttes. Dans ce contexte, il citera l'exemple de l'artiste-chahid Ali Mâachi.



Italie

## Bennacer retrouve sa forme

**SUSPENDU** lors de la journée précédente face au Napoli, Ismael Bennacer a retrouvé aujourd'hui la titularisation avec le Milan lors du déplacement à Parme.

L'international algérien était d'ailleurs l'un des hommes forts de ce match grâce à sa grande disponibilité en milieu de terrain de son équipe et en récupérant plusieurs ballons (4 interceptions durant ce match), l'ancien joueur d'Empoli était aussi précis dans ses passes ce qui a créé quelques bonnes occasions

pour ses coéquipiers en attaque (une moyenne de 92 % de passes réussies durant ce match). La prestation de Bennacer ce soir a été saluée par les supporters du club sur les réseaux sociaux qui voit déjà le jeune joueur de 22 ans comme un pilier de l'équipe et un titulaire indiscutable dans l'effectif de Pioli.

Score final 0-1 pour le Milan grâce au but du latéral gauche français Theo Hernandez dans les tous derniers moments du temps additionnel.

## Basketball - Ligue africaine Le GSP champion de la Division Ouest

**LA FORMATION** du GS Pétroliers a remporté la finale de la Division Ouest des éliminatoires de la Basketball Africa League (BAL) en disposant des Camerounais de FAP Basketball (92-88), ce dimanche à Yaoundé (Cameroun).

Le GSP termine son escapade dans la capitale camerounaise de la plus belle des manières. Après avoir réussi sa mission, haut la main, en arrachant samedi son ticket pour la saison régulière de la BAL, les Pétroliers rentreront à Alger avec le trophée de la Division Ouest.

Pour ces retrouvailles entre ces deux équipes, qui se sont croisées lors de la 2<sup>e</sup> journée du tournoi, le scénario de la première confrontation a failli se répéter. Libéré du poids et de la pression de la qualification, le GSP a survolé les deux premiers quart-temps en terminant la première mi-temps avec une confortable avance de 14 points (52-38).

Toutefois, la physionomie de la rencontre a changé du tout au tout en seconde période. Poussés par un public totalement acquis à sa cause, le FAP a trouvé le moyen de renverser la vapeur bien aidé par une équipe du GSP dont la force mentale n'a pas été son point fort, encore une fois. Les convives du Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé ont assisté à une fin de partie palpitante, notamment après le retour en grâce du FAP qui a réussi à revenir à deux points d'écart dans le money-

time. Cependant, les coéquipiers de Belkacemi ont su conserver leur maigre avance jusqu'au coup de sifflet de la délivrance.

Concernant le troisième billet qualificatif pour la première édition de la BAL, il est revenu à l'équipe malienne de l'AS Police, victorieuse de l'ABC de Côte d'Ivoire dans la petite finale (71-69).

## Rendez-vous en mars 2020

Grâce à ses prestations, le GSP s'est fait une place dans le gotha africain. Le représentant algérien sera de la partie en mars 2020 à la Basketball Africa League en compagnie des cinq autres qualifiés de l'«Elite 16» auxquelles se joindront le Petro de Luanda (Angola), le Zamalek (Egypte), l'AS Sale (Maroc), Rivers Hoopers (Nigeria), l'AS Douanes (Sénégal) et l'Union Sportive Monastirienne (Tunisie). Ces douze formations seront réparties en deux conférences de six équipes.

Durant la saison régulière, les 12 équipes joueront cinq matchs chacune. A l'issue d'un total de 30 rencontres, les trois meilleures équipes de chaque conférence seront qualifiées pour un «Super 6» dont les quatre premiers se rencontreront ensuite à la fin du printemps à Kigali (Rwanda) lors d'un Final Four (demi-finales à élimination directe et finale).

Cyclisme/Championnats arabes (contre-la-montre)

## Les Algériens décrochent l'or

**LA SÉLECTION** algérienne masculine de cyclisme a remporté dimanche la médaille d'or du contre-la-montre par équipes des Championnats arabes (toutes catégories) qui se déroulent du 30 novembre au 6 décembre à Alexandrie, en Egypte. La sélection seniors, composée d'Azeddine Lagab, Abderrahmane Mansouri, Nassim Saïdi et Hamza Yacine a bouclé les 66 km de cette course en 1h21:12, devançant ainsi le Koweït (1h22:19) et les Emirats arabes unis (1h23:11).

Outre l'Algérie, le Koweït et les Emirats arabes unis, trois autres nations ont pris part à ce contre-la-montre par équipes, à savoir l'Egypte, l'Arabie saoudite

et la Libye. Lire aussi: Cyclisme/Championnats arabes-2019 (contre-la-montre juniors) : médaille d'or pour les Algériens

Il s'agit de la troisième médaille pour les Algériens, après celles en or et en argent remportées samedi, respectivement par les sélections juniors garçons et seniors dames, également au contre-la-montre par équipes.

Lors de la précédente édition, disputée également en Egypte mais à Sharm El-Sheikh, l'Algérie avait dominé les épreuves en s'adjugeant la première place au classement général avec un total de 17 médailles : 10 or, 4 argent et 3 bronze.

## Coupe de la CAF/San Pedro Côte d'Ivoire 0 - PAC 0

# Nul flatteur pour les Jaune et Bleu

■ *Le seul représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine, le Paradou AC, est revenu hier soir avec un nul flatteur de son déplacement à Abidjan face à la formation ivoirienne de San Pedro, débutant la phase des poules de la C2 avec la meilleure des manières.*



Les Pacistes débutent bien

Par Mahfoud M.

**L**e Paradou AC a quelque peu souffert lors de la première mi-temps, vu que la formation locale de San Pedro a carrément assiégé l'arrière-garde paciste et les bois gardés par Moussaoui. Ainsi, même si les Ivoiriens avaient dominé les débats, il a fallu attendre les ultimes moments de la première mi-temps pour assister à la première grosse occasion du match. San Pedro a, de ce fait, marqué un but par Kramo Aubin mais qui a été refusé par l'arbitre.

Ndabihawenimana, qui a signalé un hors-jeu. La pause-citron est sifflée sur ce score de zéro partout pour les deux formations. Dès le début de la seconde période, on assistera à un véritable ruée des Ivoiriens vers les bois du Pac et c'est ainsi qu'ils bénéficieront d'un penalty à la 51'. Mais heureusement pour le PAC, Agboke Alesha manque le cadre. Les gars du PAC ont redoublé ensuite de vigilance et ont bien quadrillé leur parcelle de terrain, tout en défendant bec et ongles devant les attaques répétées des Ivoiriens qui feront tout pour arracher ce petit but qui leur permet-

trait de débiter avec un succès et donc empêcher trois points qui seront très importants pour la suite de la compétition. Heureusement, les Algérois ont su comment se prémunir même avec la décision de l'arbitre d'accorder quatre minutes de temps additionnel qui paraissent comme une éternité pour les Jaune et Bleu. Un bon point donc de pris pour l'équipe algéroise qui débute de la meilleure manière qui soit avant d'enchaîner avec un second match dans quelques jours au stade Tchaker de Blida.

M. M.

Monaco

## Slimani jouera contre le PSG

**L**e champion d'Afrique algérien, Islam Slimani, sera finalement présent avec les Monégasques lors du match de Ligue 1 face au Paris Saint-Germain après le report de ce dernier par la Ligue de Football professionnel française. L'ancien buteur du CR Belouizdad pourra purger sa suspension pour deux

matchs face à Toulouse et Amiens lors des prochaines journées de Ligue 1 et être présent face au leader du championnat. Le LFP a annoncé dans un communiqué : «En raison des intempéries prévues sur la région monégasque, la rencontre AS Monaco-Paris Saint-Germain comptant pour la 15<sup>e</sup> journée de

Ligue 1 Conforama et initialement prévue ce dimanche 1<sup>er</sup> décembre à 21h00, a été reportée». Une très bonne nouvelle pour les supporters de l'ASM qui pourront donc avoir le meilleur joueur de l'équipe depuis le début de saison durant ce gros rendez-vous face au PSG.

Portugal

## Nabil Ghilas marque enfin

**T**itulaire indiscutable dans le secteur offensif de son club Vitoria Setubal depuis sa signature il y a deux mois, l'international Algérien Nabil Ghilas a réussi à faire trembler les filets pour la première fois en championnat cette saison.

L'attaquant de 29 ans a permis à son équipe de revenir dans le match après avoir été mené au score pour au final un score de 1-1. Ghilas a reçu un bon ballon en profondeur pour tromper la défense de Guimaraes avec sa vitesse avant

de placer le ballon avec l'intérieur du pied dans les filets du gardien.

L'ancien joueur de Porto a ouvert donc son compteur de buts en championnat après avoir inscrit un triplé il y a quelques semaines en coupe.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Football / Mercato hivernal

## Les nouvelles recrues ne seront pas qualifiées pour les matchs de la phase aller

**LES JOUEURS** qui feront l'objet d'un transfert pendant le prochain mercato hivernal, prévu du 20 décembre 2019 au 19 janvier 2020, «ne pourront, en aucun cas prendre part aux rencontres relevant de la phase aller, ni avec leurs anciens clubs, ni avec les nouveaux» a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué, adressé hier aux différentes Ligues. Le message indique toutefois que les joueurs qui feront l'objet d'un transfert pendant ce mercato seront «autorisés à disputer les matchs de Coupe d'Algérie», et ce, «dès leur qualification» au sein de leurs nouveaux clubs. De son côté, la Ligue de football professionnel (LFP) s'est voulue rassurante envers les clubs disposant déjà d'un effectif de 27 joueurs, en leur annonçant qu'eux aussi

«pourront recruter cet hiver». En effet, selon cette instance «les clubs professionnels possédant un effectif de 27 joueurs auront le droit de recruter jusqu'à trois joueurs, après en avoir libéré trois», a-t-elle cependant conditionné, «conformément à la réglementation en vigueur». Pour leur part, les clubs professionnels disposant déjà d'un effectif de 26 joueurs pourront recruter jusqu'à trois joueurs, en libérant au moins deux joueurs, alors que ceux dont l'effectif en compte 25 pourront en recruter jusqu'à trois, en libérant au moins un joueur. Enfin, concernant les club professionnels qui possèdent actuellement un effectif de 24 joueurs ou moins, la LFP a annoncé qu'ils pourront recruter jusqu'à trois joueurs sans en libérer aucun.

Y. N.

Terrorisme

## Deux éléments de soutien aux groupes terroristes appréhendés

**DEUX** éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés dimanche à Oran par un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans le sillage des efforts continus visant à contrecarrer la propagation du fléau du narcotrafic dans le pays, un détachement combiné de l'ANP a saisi à Naâma une grande quantité de kif traité s'élevant à quatre quintaux, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté un individu en possession de 2 433 unités de différentes boissons à Oum El Bouaghi, ajoute le communiqué du MDN.

de ce réseau en flagrant délit en train de conclure un marché pour la vente d'une quantité de drogue dans une wilaya limitrophe, ce qui a nécessité l'extension de compétence pour suivre cette affaire, a-t-on indiqué. En poursuivant l'enquête dans cette affaire, trois autres personnes ont été arrêtées avec la saisie de 17,2 kg de kif traité sous forme de plaquettes, trois véhicules touristiques utilisés dans le transport de la drogue, six téléphones portables et une somme de 12 millions DA, a-t-on fait savoir. Les éléments de ce réseau, âgés entre 27 et 63 ans, seront présentés ultérieurement devant la justice pour constitution d'association de malfaiteurs et trafic de drogue.

M. Y.

## Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue et saisie de plus de 17 kg de kif

Les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont démantelé récemment un réseau de trafiquants de drogue lors d'une opération ayant permis la saisie de plus de 17 kilogrammes de kif traité, a-t-on appris hier auprès de ce corps constitué. Les agents de la brigade de lutte contre la criminalité ont réussi, en collaboration avec la deuxième brigade de recherche et d'intervention relevant de la police judiciaire de la sûreté d'Oran, à arrêter un membre

**PAS** moins de 2,6 tonnes de «yaourt» impropres à la consommation ont été saisies récemment au niveau de la zone d'activités d'Es-Sénia (Oran) par la brigade mixte commerce-vétérinaire relevant de la direction du commerce de la wilaya, a-t-on appris hier, auprès de responsables de cette structure de contrôle. «Les boîtes de yaourt saisis, de fabrication algérienne, étaient stockées dans des chambres froides dans des conditions ne répondant pas aux normes réglementaires en

## Élection du 12/12



Djalou@hotmail.com

Ain Témouchent

## Un ex-procureur placé en détention provisoire

■ Le juge d'instruction du tribunal de Ain Témouchent a placé, dimanche soir, l'ex-procureur de la République près le tribunal de Tlemcen en détention provisoire avec la poursuite de l'enquête judiciaire dans des affaires portant notamment sur l'abus de pouvoir, a-t-on appris hier de source judiciaire.

Par Slim O.

**L**e mis en cause est poursuivi dans des affaires portant principalement sur l'«abus de pouvoir, entrave au bon fonctionnement de la justice, menace, atteinte à la liberté individuelle, falsification et insulte d'un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions», souligne-t-on.

Le dossier de l'accusé a été transféré pour poursuite hors territoire de compétence de la cour de Tlemcen vers le tribunal

de Ain Témouchent, selon les procédures judiciaires en vigueur.

L'ex-procureur de la République près le tribunal de Tlemcen a été suspendu de ses fonctions en août dernier sur décision du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, et conformément à l'article 26 du statut de la justice, pour mauvaise utilisation de la fonction et violation volontaire de procédures judiciaires, où son dossier a été renvoyé pour enquête, a conclu

la même source.

S. O./APS

Visite de travail en 2<sup>e</sup> Région militaire

## Gaïd Salah à Oran à partir d'aujourd'hui

**LE VICE-MINISTRE** de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, effectuera à partir d'aujourd'hui une visite de travail et d'inspection en 2<sup>e</sup> Région militaire à Oran, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. Le général de corps d'Armée «supervisera, lors de cette visite, l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles et visitera plusieurs unités», précise la même source. Le vice-ministre de la Défense nationale «tiendra, également, des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels des unités de la 2<sup>e</sup> Région militaire», ajoute le communiqué.

R. N.

Es-Sénia

## Saisie de 2,6 tonnes de «yaourt» impropres à la consommation

**PAS** moins de 2,6 tonnes de «yaourt» impropres à la consommation ont été saisies récemment au niveau de la zone d'activités d'Es-Sénia (Oran) par la brigade mixte commerce-vétérinaire relevant de la direction du commerce de la wilaya, a-t-on appris hier, auprès de responsables de cette structure de contrôle. «Les boîtes de yaourt saisis, de fabrication algérienne, étaient stockées dans des chambres froides dans des conditions ne répondant pas aux normes réglementaires en

direction du commerce du mois de novembre dernier fait état de la saisie de produits laitiers pour la préparation fromagère de plus de 1 tonne, pour une infraction liée à non-conformité de ce produit sensible, après analyses microbiologiques et physico-chimiques du Centre Algérien de contrôle de la qualité et de l'emballage (Cacqé). 64 kilogrammes de produits destinés à la préparation fromagère, au niveau d'une usine de fromagerie située à Sidi Chahmi (Es-Sénia), ont également été saisis.

K. L.